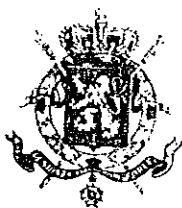


COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE

Bruxelles , le 08 -07- 1998



141 05/98

Monsieur Charles PICQUE
Ministre-Président du Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale
rue Ducale, 7-9

1000 BRUXELLES

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

29.348/E/II/PN
30.018/C/II/PN
30.018/S/II/PN
30.046/6/II/PN
30.046/7/II/PN
30.019/S/II/PN
30.019/T/II/PN
MD/SH

Monsieur le Ministre-Président,

En séances des 19 mars et 14 mai 1998, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné une plainte déposée contre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Collège de la Commission communautaire commune parce que les circulaires du 28 novembre 1997, relatives à l'amélioration de l'accueil des usagers dans les pouvoirs locaux, contiennent des directives contraires à l'article 21, §§2 et 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.).

*

*

*

L'une des circulaires concerne l'engagement des contractuels par les communes, l'autre par les C.P.A.S. et les hôpitaux IRIS. Elles informent les pouvoirs locaux du fait que l'O.R.B.E.M. tiendra à leur disposition des listes de demandeurs d'emploi disposant du brevet linguistique. A cet effet, il sera possible à tout candidat bruxellois de s'inscrire aux examens linguistiques du S.P.R. via l'O.R.B.E.M.. De plus, des cours de langue seront organisés à l'E.R.A.P. pour favoriser la préparation à ces examens.

Les communes, C.P.A.S. et hôpitaux publics utiliseront prioritairement ces listes lors de l'engagement de personnel contractuel.

Ces circulaires précisent également dans quels cas et à quelles conditions du personnel contractuel pourra être engagé sans examen linguistique:

“Si les communes, [C.P.A.S. et hôpitaux publics] désirent engager un contractuel qui ne dispose pas du brevet linguistique, ils devront motiver leur décision en stipulant les raisons pour lesquelles ils se sont écartés des listes tenues à leur disposition par l'O.R.B.E.M. [et par IRIS]. L'absence de personnel dans les listes de l'O.R.B.E.M. [et d'IRIS] est une motivation valable et suffisante, de même que le remplacement de personnel pour une courte durée (par exemple: maladie, grossesse, urgence...). L'application de cette disposition ne pourra toutefois être exigée que lorsque des candidats répondant au profil de la fonction concernée figurent dans les listes de l'O.R.B.E.M. [et d'IRIS].”

En d'autres termes, il sera possible d'engager du personnel contractuel sans examen linguistique

- s'il n'y a pas de candidat dans les listes de l'O.R.B.E.M. ou d'IRIS;
- si le candidat des listes de l'O.R.B.E.M. ou d'IRIS ne répond pas au profil exigé pour la fonction;
- s'il s'agit d'un engagement de courte durée.

Les circulaires prévoient également que les contractuels engagés sans examen linguistique recevront un délai de deux ans pour obtenir le brevet du S.P.R.:

“Dès l'entrée en vigueur de la présente circulaire, les contrats conclus avec des candidats ne disposant pas du brevet linguistique le seront pour une durée déterminée de deux ans maximum. Si, dans ce délai, l'examen adapté à l'initiative du S.P.R. (pour autant qu'il ait été organisé) n'a pas été réussi et que des candidats répondant au profil sont disponibles dans les listes de l'O.R.B.E.M. [et d'IRIS], ceux-ci seront engagés.”

* * *

Tout en prenant acte des efforts entrepris par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour favoriser les inscriptions aux examens organisés par le S.P.R. et améliorer l'apprentissage de la seconde langue, la C.P.C.L. se doit de rappeler les dispositions de l'article 21, §§2 et 5, des L.L.C.

L'article 21, §2, des L.L.C., dispose que, pour tout candidat qui sollicite une fonction ou un emploi dans les services locaux de Bruxelles-Capitale, l'examen d'admission comporte, s'il est imposé, une épreuve écrite sur la connaissance élémentaire de la seconde langue. S'il n'est pas imposé d'examen d'admission, le candidat est soumis, avant sa nomination, à un examen écrit portant sur la même connaissance.

L'article 21, §5, des L.L.C., dispose que nul ne peut être nommé ou promu à un emploi ou à une fonction mettant son titulaire en contact avec le public, s'il ne justifie oralement par une épreuve complémentaire ou un examen spécial qu'il possède de la seconde langue une connaissance suffisante ou élémentaire, appropriée à la nature de la fonction à exercer.

Dans son avis 24.050 du 13 mai 1992 concernant la possibilité d'accorder aux agents de police un délai d'un an pour réussir les examens au S.P.R., la C.P.C.L. considère que selon les dispositions de l'article 21, §2, des L.L.C., l'examen écrit portant sur la connaissance de la seconde langue doit être subi préalablement à toute nomination; que l'examen oral prévu par l'article 21, §5, doit être subi avant d'exercer tout emploi mettant son titulaire en contact avec le public; que la notion de "nomination" dont question aux dispositions légales susvisées, a été décrite par la C.P.C.L. comme étant un apport de personnel nouveau, peu importe s'il s'agit de personnel définitif, stagiaire, temporaire ou contractuel. La C.P.C.L. conclut, dans cet avis, que l'article 21, §§2 et 5, doit être strictement appliqué.

En conclusion, tout en prenant acte des efforts entrepris par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour favoriser les inscriptions aux examens organisés par le S.P.R. et améliorer l'apprentissage de la seconde langue, la C.P.C.L. considère que la circulaire en question instaure, dans l'intention certes appréciable de concilier l'article 21, §§ 2 et 5, des L.L.C. avec les nécessités du service, un régime dérogatoire au régime linguistique qu'institue le chapitre III, section III desdites lois pour les services locaux de Bruxelles-Capitale. Mais un tel régime dérogatoire relatif à l'emploi des langues en matière administrative dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ne peut être réglé que par le législateur fédéral.

La plainte est recevable et fondée vis-à-vis des passages de la circulaire qui sont contraires à l'article 21, §§ 2 et 5 des L.L.C.

La C.P.C.L. vous invite à adapter votre circulaire en tenant compte des dispositions de l'article 21 précité.

Copie du présent avis est envoyée à monsieur le vice-gouverneur de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale, ainsi qu'au plaignant.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre-Président, l'assurance de ma haute considération.



Le Président,

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS